

Mais où va l'édition belge francophone ?

Le premier quart du siècle aura été mitigé pour l'édition belge francophone, et 2023 simplement... dramatique. L'avenir s'annonce-t-il plus engageant ?

🔒 Article réservé aux abonnés



Tanguy Habrand (ULiège) : « Je pense qu'on a fait des essais et que, maintenant, avec le contrat de filière, on tient le bon bout. » - Dominique Duchesnes.



Journaliste au pôle Culture

Par **Alain Lallemand** ([/43733/dpi-authors/alain-lallemand](#))

Publié le 4/01/2024 à 16:17 | Temps de lecture: 1 min ⌚

Quelle année 2023 !
Réorganisation
judiciaire des
éditions Jourdan, de
Kennés Editions, faillite de

La Renaissance du livre, sauvetage *in extremis* du catalogue et des auteurs de cet éditeur par Mardaga, reprise (toujours par Mardaga) des Editions du Perron, liquidation du distributeur Adybooks. Si nous dressons la liste des éditeurs belges francophones qui ont été soutenus durant les vingt années écoulées, le tableau n'est pas plus réjouissant : finis Luce Wilquin, Tournesol Conseils, Labor, André Versaille Editeur, Le Cri. Y aurait-il une malédiction du livre belge francophone ?

C'est avec cette sombre liste en main que nous l'avons sollicité: Tanguy Habrand a une expertise rare. Il enseigne à l'ULiège le monde du livre contemporain et la fonction éditoriale. Nous lui avons demandé de chausser les lunettes les plus larges possibles : avec le recul d'un quart de siècle, disons 1999,

où va l'édition belge francophone ? Doit-on s'attendre au pire ? Va-t-on vers du meilleur ?

Qu'est-il arrivé à l'édition belge francophone ce dernier quart de siècle ?

La notion de quart de siècle est intéressante, car elle commence par une perte : les années 80 et 90 sont des années où tout le passé industriel et éditorial wallon s'est largement reconfiguré, avec d'une part des structures qui ont pris leurs distances par rapport aux activités d'impression, d'autre part des structures dont les capitaux ont été rachetés par un actionnariat étranger, généralement français (Casterman, Dupuis, Lombard, auparavant Marabout). Notre édition avait des capacités industrielles assez fortes. Dans les années 80 et 90, tout cela se perd un peu : il y a d'un côté un

mouvement de globalisation éditoriale qui s'observe au niveau mondial, et d'un autre côté un secteur de l'imprimerie qui s'est lui aussi internationalisé. Il est de plus en plus facile d'imprimer à l'étranger – un étranger toujours plus lointain : il y a eu Italie, Espagne, puis l'Europe de l'Est, la Chine. Les années 90 marquent la fin de quelque chose.

Sur les 25 ans qui ont suivi cette perte, avons-nous continué à perdre ?

En 25 ans, c'est vrai qu'il y a eu des pertes comme la disparition de l'éditrice Luce Wilquin, qui comptait énormément. Mais au niveau de la distribution, j'ai l'impression que nous sommes à la veille d'une réorganisation assez positive, qui arrive très tardivement. En somme, ces 25 dernières années ont vu beaucoup de surplace et de

stagnation, parce qu'un dossier qui pesait très lourd dans l'économie de la distribution a pris du temps avant de se clarifier : la tabelle (surcoût facturé par les distributeurs français pour compenser leurs frais logistiques en Belgique, NDLR). Jusqu'en 2018, ce dossier est resté en suspens. Cela a créé une situation artificielle où des filiales de distributeurs français pouvaient percevoir un flux d'argent, indu ou pas, mais qui a permis une certaine forme de stabilité économique.

Stabilité qui incitait au surplace et retardait les solutions ?

Oui. Avant le contrat de filière du livre (2022), les deux gros dossiers ont été, d'une part, la tabelle et le prix unique du livre (qui ont monopolisé de manière dingue les conversations) et, d'autre part, le numérique avec, dans les années 2000,

une première vague de *hype*, puis une seconde vague en 2008-2010, le moment où toutes les questions numériques ont commencé à s'institutionnaliser. Là, il y a eu je pense beaucoup de déchets, car on a porté exclusivement son attention sur le numérique : on pensait que l'ebook était la solution. On en est complètement revenu aujourd'hui.

Ces deux dossiers ont été très prégnants et ce n'est qu'après qu'on a pu commencer à vraiment réfléchir à l'édition. Je ne suis donc pas alarmiste : je pense qu'on a fait des essais et que maintenant, avec le contrat de filière, on tient les choses par le bon bout, notamment en essayant d'associer tous les maillons et tous les niveaux de pouvoir.

Là, vous êtes optimiste ?

Je suis optimiste sur le fond et j'ai beaucoup d'espoir par rapport au rôle que pourrait jouer la Région wallonne. Car le problème, dans la politique de la Fédération Wallonie-Bruxelles, c'est qu'il s'agit d'un dispositif hypercentré sur les auteurs et la création. Et les personnes qui s'occupent de cette politique (même si la plupart d'entre elles voient plus ou moins comment fonctionne une maison d'édition, une librairie, etc.) reçoivent des consignes qui ne correspondent pas du tout à la réalité du terrain, et qui sont pensées sur base de critères exclusivement culturels et littéraires. Ça, c'est pour moi le gros problème de la politique du livre issue de la FWB : son prisme dominant est toujours littéraire. Ce qui ne stimule pas des initiatives qui pourraient éclore dans d'autres créneaux. Ceci, alors qu'on ne cesse de répéter que l'édition

littéraire en Belgique est quand même mal barrée à cause de l'édition française, voisine, très performante dans ce domaine-là.

Pourquoi ne pas stimuler des projets qui, sans être littéraires, ont une valeur culturelle et pourraient se distinguer de ce qui se fait en France ? Il est intéressant de se demander ce que la Région wallonne peut faire, parce qu'on voit bien que le raisonnement (régional) est différent, plus entrepreneurial. Qu'on soit libraire, qu'on soit éditeur, l'important est d'avoir une activité économique. Je vois que des opérateurs qui se disent d'avant-garde et désintéressés ont moins de problèmes qu'avant à dire qu'ils sont aussi une entreprise. Et qu'ils ont aussi besoin d'être considérés comme tels.

On a perdu beaucoup d'éditeurs en 25 ans. Vous voyez une relève ?

Est-ce qu'on voit une relève qui ne soit pas absolument expérimentale ou un machin ultra-commercial ? C'est un vrai questionnement. Je ne dis pas qu'il n'y a pas cette relève, mais il n'y a pas de déclic. Je le vois ici auprès des étudiants : le réflexe est de postuler. L'idée de créer son propre projet est très rare. Il faut des aides à l'impulsion. Les aides de la FWB s'adressent toujours à des opérateurs qui ont deux à trois ans d'activité, ce ne sont pas vraiment des crédits d'impulsion, ce qui est, je trouve, un gros, gros défaut : on ne fait pas vraiment confiance, on est déjà là pour récompenser.

Côté distribution (où s'organise une forme de distribution mutualisée), vous sentez un signal positif...

Avec un bémol : avoir une bonne distribution c'est une chose. Une autre est de produire des livres réellement attractifs et séduisants, fédérateurs. Ne pas être dans une sorte de posture assez récurrente où les éditeurs supplient le public d'acheter leurs livres « parce que c'est quand même belge et qu'il faut le faire ». En tant que lecteur, c'est dérangeant : on a l'impression de cotiser ! On doit se rendre désirable à travers ce qu'on publie. Et puis le vrai point d'interrogation : est-ce que le territoire belge suffit ? Qu'on le veuille ou non, le nombre d'acheteurs potentiels reste très limité. Aider à une distribution française, c'est crucial. Or garantir la distribution en Belgique ET en France, c'est quasiment insoluble.



Tanguy
Habrand
(ULiège) : « Le
vrai point
d'interrogation
est-ce que le
territoire
belge suffit ? »
- Dominique
Duchesnes.

Les chiffres de l'édition belge francophone restent bons

Que disent les chiffres ? En 25 ans, la hausse de l'édition belge francophone fait mieux que l'inflation. Et le nombre d'éditeur demeure stable. Mais...

[Lire la suite](#)